



**PRÉFET  
DE L'AUBE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de la coordination  
interministérielle et de  
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle  
et de concertation publique

**Arrêté n° PCICP2025058-0001**

Arrêté préfectoral complémentaire encadrant la cessation d'activité du site de la société VESTRA GROUPE, pour son établissement SOROTEX sis sur le territoire de la commune de ROMILLY-SUR-SEINE

—  
Le préfet de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le code de l'environnement, livre V, titre Ier relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3, L. 511-1 et L. 171-8 ;

**VU** le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 08-1061 du 11 avril 2008 visant la remise en état du site ;

**VU** l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° BECP2018275-0002 du 2 octobre 2018 ;

**VU** l'arrêté préfectoral de consignation n° PCICP2023095-0003 du 5 avril 2023 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2024316-0001 du 11 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** le courrier 30 août 2023 de Maître Fabienne JENNER relatif à l'impécuniosité de la liquidation ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 7 janvier 2025 ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant par courrier en recommandé avec accusé de réception du 10 janvier 2025 ;

**VU** les remarques de la liquidatrice judiciaire sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmises par courriel du 4 février 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que la mise en sécurité du site et les actions de réhabilitation du site ne sont toujours pas réalisées ;

**CONSIDÉRANT** que les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ne sont toujours pas respectés sur le site ;

**CONSIDÉRANT** les conclusions du plan de gestion du site réalisé par ANTEA GROUPE, en date de mars 2023 mentionnant notamment que :

- les diagnostics environnementaux réalisés mettent en évidence la présence d'anomalies en éléments traces métalliques, hydrocarbures (HCT, BTEX, HAP), COHV et ponctuellement traces de PCB dans le « milieu sol » ;
- les diagnostics ont également montré la présence d'anomalies en BTEX-N et COHV ainsi que, plus ponctuellement, en mercure dans le milieu « gaz du sol » ;
- les eaux souterraines, rencontrées à faible profondeur (partir de 1,26 m), sont en contact avec les sols présentant des anomalies ;
- plusieurs zones de plus fortes teneurs en plomb, mercure, HCT, HAP, BTEX et COHV ont été identifiées sur le site ;

**CONSIDÉRANT** que l'impécuniosité de la liquidation a été prononcée en 2019, mais que la liquidatrice dispose encore de 50 000 euros ;

**CONSIDÉRANT** que cette somme de 50 000 euros permettrait d'engager des actions de sécurisation du site et/ou d'engager une partie des travaux de réhabilitation ;

**CONSIDÉRANT** que le site n'est pas parfaitement clôturé et que de nombreux déchets issus du process sont encore présents au sein de l'installation ;

**CONSIDÉRANT** que les pollutions existantes sur le site ont pu contaminer les eaux souterraines et qu'il n'est pas exclu que les eaux souterraines hors du site présentent un marquage ;

**CONSIDÉRANT** que la présence d'un bassin rempli de sédiments à l'intérieur du site présente des pollutions potentiellement incompatibles avec la réhabilitation du site avec un usage industriel ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

Maître Fabienne JENNER, représentante de la société VESTRA GROUPE, affecte les cinquante mille euros (50 000 euros) détenus à la suite de la clôture de la liquidation de ladite société aux diligences prescrites dans le présent arrêté, incluant les missions de l'établissement de maîtrise d'œuvre choisi pour mener les actions à engager sur le site.

## **Article 2 :**

La société VESTRA GROUPE, pour son ancien site SOROTEX situé 179 rue Gornet Boivin, BP 1, 10100 ROMILLY-SUR-SEINE, représentée par Maître Fabienne JENNER en sa qualité de liquidatrice judiciaire, domiciliée parc d'Activités d'Eckbolsheim, 5 rue des Frères Lumière, 67087 STRASBOURG est tenue :

– dans un délai de deux mois, de consolider la clôture du site afin d'empêcher toute nouvelle intrusion sur le site ;

– dans un délai de trois mois, de réaliser :

- \* une étude des impacts des eaux souterraines hors site, incluant la pose de nouveaux piézomètres si nécessaire ;
- \* une campagne de prélèvement des gaz de sol (COHV) sur l'ensemble des piézaires en période de hautes eaux ;

– dans un délai de quatre mois, de mettre à jour la caractérisation des déchets issus du process exercé antérieurement au sein de l'usine SOROTEX, en intégrant notamment les canalisations du site susceptibles de contenir des fluides polluants (huile des réseaux des anciennes installations de chauffage notamment) ;

– dans un délai de six mois :

- \* d'engager l'évacuation des déchets relevant du process en priorisant sur l'évacuation des déchets caractérisés « dangereux » ;
- \* de réaliser une étude des impacts associés au bassin pollué par des hydrocarbures, cette étude devant aboutir en cas :
  - de démonstration de l'absence d'impact sanitaire à l'extérieur du site **et** à l'intérieur du site pour un usage de type artisanal/industriel, à proposer les **préconisations pérennes** permettant de maintenir dans la durée cette absence d'impact ;
  - de démonstration d'un impact sanitaire à l'extérieur du site ou à l'intérieur du site pour un usage de type artisanal/industriel, à définir **explicitement** les mesures de gestions indispensables à mettre en place, en chiffrant leur coût.

## **Article 3 :**

Le présent arrêté est notifié à la liquidatrice judiciaire de la société VESTRA GROUPE.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de ROMILLY-SUR-SEINE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par le maire de ROMILLY-SUR-SEINE, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

#### **Article 4 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chacun en ce qui le concerne, est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée pour information à la sous-préfète de Nogent-sur-Seine.

Troyes, le **27 FEV. 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Mathieu ORSI

**Délais et voies de recours :** En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;  
2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**Obligation de notification des recours :** Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.